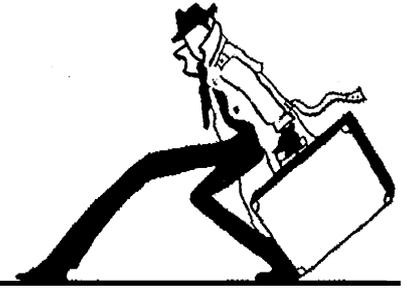


BILLETS D'AFRIQUE et d'ailleurs...

Informations et avis de recherche sur les avatars des relations franco-africaines



Anciens numéros disponibles sur <http://www.survie-france.org>

EDITO

Bousculer les leçons de cynisme¹

Tous nos interlocuteurs togolais, qui ne sont évidemment pas dans le cercle étroit des partisans de la dictature, nous le disent : la société et le peuple togolais vivants se sont engagés à fond dans ce scrutin présidentiel du 24 avril parce qu'ils y voyaient l'occasion unique de marquer leur volonté de sortir d'une tyrannie interminable, et ce sous les projecteurs de l'actualité internationale. En face, la volonté était tout aussi forte de reconduire la dictature sous forme héréditaire, en recourant à une stratégie de l'étouffement puis, carrément, du massacre. La qualification finale de cette stratégie et de son résultat par les instances et l'opinion publique internationales, poursuivent nos interlocuteurs, est désormais décisive : que l'emporte la version officielle d'une victoire « convenable » de Faure Gnassingbé, et ce peuple, ses martyrs, auront tout perdu, du moins pour quelques années.

Qui est derrière cette stratégie ? C'est très clair : la Françafrique et son parrain, Jacques Chirac. Ils ont énormément investi de leur influence dans cette affaire. En même temps, ce pouvoir parallèle est très gêné aux entournures : les militaires pro-Gnassingbé ont trop massacré, l'opinion internationale commence à douter sérieusement des résultats officiels (en témoigne la résolution du Parlement européen qui dénonce les graves exactions et irrégularités, recale les autorités togolaises et leur demande « d'envisager de nouvelles élections présidentielles [...] sous contrôle international »). Donc, la France est vulnérable, elle est ici ou là honteuse de sa stratégie, d'autant que sa position très délicate en Côte d'Ivoire l'oblige à afficher là-bas des principes démocratiques qu'elle viole allègrement au Togo tout proche.

Interviewé le 3 mai par *L'intelligent d'Abidjan*, Jean-François Bureau, porte-parole du ministère français de la Défense, expose que la sortie de crise en Côte d'Ivoire ne sera possible qu'« à condition que l'ensemble des populations concernées participe effectivement à ce suffrage. Incontestablement, les conditions d'organisation du processus électoral sont des conditions qui sont capitales pour la qualité du processus lui-même, sa crédibilité et son sérieux. » À cette aune, que dire de la crédibilité du scrutin togolais ?

Paris se retranche derrière le slogan de la « nouvelle politique africaine de la France », « L'Afrique aux Africains ! » – en l'occurrence la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest), que la Françafrique a totalement circonvenue. En réalité, Jacques Chirac redoute sérieusement des révélations inopportunes sur l'ingérence française massive au côté d'une dictature sanguinaire. Selon *Le Canard enchaîné* (04/05), « une équipe de la DGSE est chargée de récupérer dans les ministères, les administrations ou les casernes du Togo

Sommaire :

Dossier spécial Togo	p. 2
Salves	p. 8
Lire	p. 10

des documents et des correspondances. En clair, tout ce qui pourrait notamment impliquer des hommes politiques ou des militaires français qui [...] ont apporté leur aide et coopéré avec feu le président Eyadema. Objectif : protéger la réputation de la France, comme on dit, ou plutôt celle de ses dirigeants. En 1979, Giscard avait agi de même en Centrafrique. [...] Aujourd'hui, au Togo, des archives sulfureuses peuvent concerner les hôtes successifs de l'Élysée ou de Matignon, des anciens ministres et ex-chefs d'état-major, des conseillers en communication et des journalistes du même tonneau, de grands médecins ou des avocats. »²

Il faut dire que, selon *Le Canard enchaîné* (idem), cette stratégie archaïque de l'Élysée fait des vagues jusqu'au sein même des analystes de l'État-major. Certains ne comprennent pas comment le Quai d'Orsay peut trouver « "satisfaisantes" des élections qui n'étaient qu'une "mascarade. [...] Nous n'avons rien à faire au Togo, et surtout pas à défendre la famille Eyadema et consorts." » Le Parti socialiste a rompu le consensus en matière de politique étrangère pour dénoncer lui aussi la « mascarade électorale »³, tandis que le président de l'UMP, Nicolas Sarkozy (certes aiguillonné par son conflit avec Jacques Chirac) évoque « une parodie d'élection » (AP, 10/05).

La vulnérabilité de la position française est particulièrement sensible au regard de la position allemande. Paris soutient l'élection de Faure Gnassingbé, non pour sa validité, mais comme un « moindre mal ». Berlin, hostile à la dictature Eyadema, n'admet pas le coup de force qui la rendrait transmissible. « Il existe presque un conflit avec l'Allemagne sur le Togo », admet un haut responsable diplomatique français (*Le Monde*, 14/05).

Un épisode le résume bien. Dans la nuit du 21 au 22 avril, le ministre de l'Intérieur togolais, François Eso Boko, a dénoncé devant des journalistes et des diplomates étrangers le processus électoral qu'il a lui-même contribué à organiser – le qualifiant de « suicidaire ». Aussitôt limogé, il demande asile à l'ambassade de France, qui refuse. L'ambassade d'Allemagne lui donne alors refuge. Le régime togolais lance des diatribes très virulentes contre cette complicité allemande, et ira jusqu'à organiser l'incendie du Goethe Institut. Au lieu de se montrer solidaire de l'Allemagne contre ces agressions, la France use de ses excellentes relations avec le camp Eyadema pour organiser l'exfiltration de François Boko vers Paris. Elle estime que ce geste méritera « un renvoi d'ascenseur lorsqu'il s'agira d'aider le nouveau président togolais à sortir son pays d'un climat d'opprobre persistant » (*Le Monde*, 14/05) ! Leçon faite à Berlin : il n'y a que le cynisme qui paie ; payez-nous cette leçon !



Le 9 avril, le président tchadien Idriss Déby célébrait la fin de la formation d'une force spéciale anti-émeute contre les violences pré et post-électorales. Selon le ministre de la Sécurité publique, « cette unité spéciale a appris les mêmes techniques de maintien de l'ordre que les forces de sécurité françaises. Il s'agit de techniques de masse, de puissance et de cohésion pour le maintien de l'ordre. La formation de cette force mixte a été assurée par les instructeurs français »⁴. Idriss Déby, lui aussi, aimerait que son fils lui succède, et la brutalité de ses troupes n'a rien à envier à celle du clan Eyadema. Au Togo, les commandos militaires et paramilitaires qui massacrent à tout va dans un contexte pré et post-électoral ont eux aussi été formés par la France. Leurs équipements et leurs munitions sont français.

Faisons le pari que la leçon faite à Berlin va échouer (l'Allemagne n'est peut-être pas d'ailleurs pour rien dans la diffusion de notes confidentielles accablantes rédigées par la délégation de l'UE à Lomé) : il y a trop de cynisme

sanguinaire dans cette gestion franc-africaine de l'« élection » du 24 avril. Ce cynisme ne va pas payer, le scrutin laissera à Faure Gnassingbé un habit de dictateur, commençant encore plus mal que son père. Et la poursuite de la lutte du peuple togolais en sera légitimée.

François-Xavier Verschave

1. Cet éditorial s'inspire de la conclusion du dossier *Avril 2005 Le choix volé des Togolais* publié le 30 mai par Survie chez L'Harmattan.

2. La ministre de la Défense Michèle Alliot-Marie a aussitôt démenti – comme jadis Charles Hernu pour le compte de François Mitterrand, dans l'affaire du Rainbow Warrior.

3. Communiqué du 25/04.

4. Alphonse Dokalyo, « Création d'une force spéciale contre les violences pré et post-électorales », *TchadForum*, 12/05/2005.

DOSSIER SPECIAL TOGO

Pour se rapprocher des scores réels...

Les scores officiels, annoncés le 3 mai 2005 par le Conseil constitutionnel, et les falsifications calculées dans le rapport d'un diplomate de l'Union européenne (UE), révélé le 6 mai par RFI, permettent de se rapprocher des résultats réels du scrutin du 24 avril.

Selon ce rapport, « l'analyse des listes électorales fait apparaître un écart anormal entre le nombre d'inscrits et l'estimation de la population en âge de voter (+ 34 %) soit 900 000 électeurs présumés fictifs ». (La démographe Thérèse Locoh, directrice de recherche à l'INED, vient, dans une récente contribution non publiée, « Démographie, démocratie au Togo », de chiffrer cet écart à plus de 1 100 000.) Ces électeurs fictifs, créés par le pouvoir, ont bien entendu tous voté pour Faure Gnassingbé. Il faut déduire ce chiffre de son score officiel.

Sur Lomé-Commune et la Région maritime, le nombre officiel de votants est de 859 699 sur 1 676 733 inscrits, soit 51,3 %. Au Nord, le taux de participation officiel est de plus de 92 %. Compte tenu de la mobilisation très forte de l'électorat au Sud, on peut penser que l'abstention volontaire et effective n'a pas dépassé 20 %, et donc que 29,7 % des 1 676 733 inscrits de Lomé-Commune et la Région maritime, soit 497 990 électeurs, ont été dissuadés de voter ou

zappés dans le décompte final des votes, effectué sous contrôle du régime dans un black out des télécommunications. Ces électeurs devaient être en très grande majorité favorables à Emmanuel Akitani Bob, plus que la moyenne relevée au Sud lors des décomptes qui ont pu être faits sous la surveillance d'observateurs impartiaux (80 % minimum en faveur d'Emmanuel Akitani Bob). Comptons 88,4 % au lieu de 80 %, 1,6 % pour les deux candidats mineurs et, généreusement, 10 % pour Faure Gnassingbé. Avec le pourcentage moyen de bulletins nuls.

D'autre part, dans trois préfectures du Sud (Lomé, AVE et Est-Mono) où la CENI (Commission électorale nationale indépendante, *sic*) avait annoncé le chiffre bas de 709 853, les résultats officiels n'en trouvent plus que 531 787. À ces 178 066 inscrits volatilisés, on peut appliquer le même traitement que précédemment.

Bien qu'il ne tienne pas compte des bourrages d'urnes et des nombreuses autres irrégularités constatées (notamment par la délégation de l'UE et les observateurs de la société civile togolaise ou européenne), le tableau suivant donne une idée plus proche d'un scrutin « conforme aux règles universellement admises » – selon l'appréciation honteuse portée par la CEDEAO sur le

résultat de l'élection du 24 avril.

Emmanuel Akitani Bob obtient après ces redressements 72,2 % des suffrages contre 25,5 % à Faure Gnassingbé, et ceci sans tenir compte du bourrage des urnes et autres gonflements artificiels locaux du score du fils de Gnassingbé Eyadema. Si l'on en tenait compte, on irait bien plutôt vers un rapport 80 % - 20 %. Les quatre cinquièmes de la population togolaise rejettent la dictature. C'est à des résultats analogues qu'on était arrivé en 1998 lors du raz-de-marée en faveur de Gilchrist Olympio contre Gnassingbé Eyadema, et à un rejet du même ordre en 2003 (avec cette fois deux candidats de l'opposition, Emmanuel Akitani Bob émergeant en tête des deux). C'est bien pourquoi, déjà en 1998 et en 2003, les militaires avaient confisqué le dépouillement des urnes et/ou le décompte des résultats.

Sans s'être livrés au même calcul, tous les diplomates de la planète savent au moins intuitivement que Faure Gnassingbé a été largement battu. Quand ils disent publiquement le contraire (essentiellement les Français et les Africains francophones), ils commettent une forfaiture à l'égard du peuple togolais, avec des conséquences en perte de vies humaines qui commencent à faire penser au putsch de Pinochet en 1973. Oseront-ils persister dans cette voie ? [FXV]

	Chiffres officiels	% officiel	Électeurs fictifs	Déficit participation au Sud	Déficit inscrits Lomé, AVE, Est-Mono	Chiffres redressés	% redressé
Gnassingbé Faure	1 327 537	60,2%	-900 000	+47 972	+13 723	489 232	25,5%
Akitani Bob	841 797	38,2%		+424 076	+121 310	1 387 183	72,2%
Lawson Nicolas	22 980	1,0%		+4 989	+1 427	29 396	1,5%
Olympio Harry	12 033	0,6%		+2 687	+768	15 488	0,8%
Suffr. Exprimés	2 204 347	100 %	-900 000	+479 724	+137 228	1 921 299	100%
Bulletins nuls	83 932			+18 266	+5 225	107 423	
Votants	2 288 279		-900 000	+497 990	+142 453	2 028 722	
Inscrits	3 599 306		-900 000		+178 066	2 877 372	



DixiTogo : mots et maux, de ci, de là...

- **Le ministre français des Affaires étrangères, Michel Barnier**, ayant exprimé son souhait (« *maintenant qu'une élection présidentielle a eu lieu* ») qu'un « gouvernement d'union nationale » soit formé au Togo, a annoncé qu'il allait se rendre en Afrique pour : « *expliquer une nouvelle approche vis-à-vis du continent axée autour d'un vrai partenariat d'une Union européenne qui respecte les Africains* ». Une fébrile attente de ces explications s'ouvre donc.

- **Une religieuse de Lomé** : « *Je n'ai jamais senti aussi fort la tristesse dans un peuple, c'est comme si on avait coupé le souffle et les ailes à une grande partie des Togolais, cela se sent dans l'ambiance, dans les commentaires et dans les corps des gens... en tout cas je le sens. Je comprends maintenant beaucoup mieux ce que c'est que l'espoir... car malgré tous les espoirs frustrés, les gens que je rencontre continuent à attendre, attendre, attendre... C'est comme une folie et je me dis que dans cette capacité inlassable d'attendre malgré tout se dit la beauté de la résistance.* »

Avant de se lancer, le premier gagnerait à rencontrer la seconde, pour saisir ce qu'on attend de lui et pour comprendre

ce que veut dire le mot « respect ».

Nous n'avons pas pu joindre Monsieur Obasanjo¹ pour lui demander ce qu'il a dit (ou tu ?) au sujet du Togo à Monsieur Chirac² avant que ce dernier ne soutienne publiquement la candidature du Nigeria au Conseil de Sécurité. On verra peut-être plus clair une fois qu'il y sera.

En attendant, l'Union Africaine, présidée par M. Obasanjo, a reconnu le régime du fils Gnassingbé, suivant en cela sa réalité la plus sombre : sa majorité dictatoriale. [Sharon Courtoux]

1. Olusegun Obasanjo préside le Nigeria.
2. Jacques Chirac préside la République française.

Dimas en direct (ou la liberté de la presse selon Faure Gnassingbé)

Les lecteurs de ces *Billets* connaissent le journaliste indépendant togolais Dimas Dzikodo, et ils savent qu'être journaliste indépendant au Togo n'est pas une mince affaire. Celui dont nous donnons ici quelques nouvelles récentes persiste et signe, d'où la persistance des « désagrèments », sous Faure comme sous Eyadéma, qui sont son lot quotidien.

Vers la mi-mai, sur l'un de ses téléphones portables, il recevait mais ne

pouvait plus émettre des appels. Un message vocal signalait : « *Votre compte est bloqué, veuillez contacter notre service client* ». Contacté, le service en question lui a fait savoir qu'il devait se présenter en personne pour obtenir le déblocage de sa ligne, car telles étaient les consignes. À la question de savoir qui avait laissé ces consignes, son correspondant a répondu ne pouvoir en dire plus. Dimas a pris contact avec le ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, qui lui a promis d'en discuter avec le Directeur général de la police. À ce jour, le numéro n'est pas rétabli.

Selon les informations rassemblées par notre journaliste indépendant, aucun des responsables du service téléphonique en question n'endosse la responsabilité du blocage des lignes. Dimas Dzikodo a par ailleurs reçu plus d'un appel pour le dissuader de se rendre dans ce service pour régler le problème, et pour lui dire qu'il faisait partie d'un certain nombre de cibles particulièrement visées en ce moment. Il a beau avoir l'habitude des menaces et autres intimidations, ça doit être épuisant !

Vous en pensez quoi, Monsieur Chirac ? Qu'un journaliste indépendant de plus ou de moins, ce n'est pas important ? [SC]

Je rentre du Togo et je n'en reviens toujours pas !

Témoignage d'Ardiouma Sirima,
membre du bureau de Survie

Une utopie en action...

Réuni le 12 mars 2005 à Paris, le conseil d'administration de Survie-France, après une analyse des enjeux de la situation pré-électorale au Togo décidait « de l'envoi d'une équipe chargée de relayer en temps réel les informations sur le scrutin relayées par la société civile et les démocrates togolais ».

D'intenses préparatifs sont alors engagés par l'équipe parisienne de Survie autour de la déléguée du président en vue d'intéresser d'éventuels partenaires associatifs à cette Mission.

Grâce à la précieuse contribution d'un sympathisant de l'association en Allemagne et de militants de Survie dans l'Hexagone des contacts sont pris tous azimuts pour constituer une délégation d'ONG au niveau européen¹. Informée de l'initiative, la Fédération Française des Clubs UNESCO y apporte sa caution politique lors de son conseil d'administration des 9 et 10 avril. La réunion de Bureau de Survie-France du 22 avril 2005 apporte les derniers éléments décisifs pour finaliser le projet.

La rencontre du 23 avril à Ouagadougou avec le président de l'Union interafricaine des droits de l'Homme (UIDH) donne à la démarche un cachet politique de taille : une Lettre de Mission prenant appui sur l'accord du 30 mars 2005 signé par M. Boisseu Kokou Tozoun (ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Togo) autorisant l'observation du scrutin du 24 avril 2005.

Quatre jours au cœur du berceau de l'anti-démocratie africaine

Samedi 23 avril : Arrivée aux environs de 20h à Lomé. Il fait 28 degrés, soit 12 degrés de moins qu'à Ouagadougou. Je me prends à rêver que cette douceur de la température va imprégner et faire baisser le climat social du pays. Mais dès l'aéroport mon optimisme est vite contrarié. Lors

des formalités d'usage, la nervosité est perceptible au niveau des agents de la police des frontières. L'un d'eux fouille mes bagages à la recherche d'un journal togolais. « Je n'ai pas de journal togolais lui ai-je dit, je viens juste d'arriver ! ». Il me laisse passer. Quelle tournure aurait pris mon séjour au « pays du timonier » si l'agent zélé avait vu au fond de mon sac la demi-douzaine d'exemplaires du livre de Gilles Labarthe, *Le Togo, de l'esclavage au libéralisme mafieux*, que j'amenais de Paris pour des amis togolais ?

Mon hôte est plutôt serein et veut être optimiste malgré l'atmosphère un peu lourde qui plane sur Lomé. Jusqu'à son domicile, nous traversons une ville apparemment calme... Sitôt mes affaires rangées dans la chambre qui vient de m'être attribuée dans ce Centre d'Accueil au cœur de la ville, je rencontre autour d'un pot de bienvenue les amis togolais qui vont m'accompagner lors de ce bref séjour dans le berceau de l'anti-démocratie africaine. Dans leurs propos, les signes d'un élan populaire en faveur du changement sont palpables.

Malgré le bref délai de « préparation » de ce scrutin de tous les dangers et de tous les espoirs, les acteurs de la Société Civile avec qui je bavarde jusqu'à une heure avancée de la nuit semblent fin prêts pour surveiller les élections sur l'ensemble du territoire. Faisant ainsi fi d'un code électoral vite ficelé par les tenants du pouvoir, qui n'autorise que des observateurs internationaux...

Dimanche 24 avril : Une journée historique ! Lomé se réveille drapée d'une légère bise matinale. De ma fenêtre je vois passer du monde, par groupes de cinq à dix personnes. Ils devisent dans une langue que je ne comprends pas. Par moments j'arrive à capter quelques bribes de phrases en français. En compagnie d'un de mes amis, je me joins à la foule. Nous arrivons devant une cathédrale bondée de monde. Il n'y a pas assez de place à l'intérieur. Je décide de rester là, à l'extérieur de l'imposante bâtisse, au milieu des dizaines de Togolais pour partager leur instant de recueillement.

C'est alors qu'arrive, sans que je ne m'y attende, un des moments forts de mon séjour togolais : l'homélie du prêtre officiant cette messe des grands jours. Le prélat togolais dans des propos d'un courage, d'une clarté et d'une vigueur exemplaires s'adresse à son auditoire : « *Le Togo est en ce grand jour face à son destin... les chrétiens à l'image de tous* ..



Coordonné par l'association Survie

Le choix volé des Togolais

Rapport sur un coup d'État électoral perpétré avec la complicité de la France et de la communauté internationale

Ed. L'Harmattan, avril 2005. Prix en librairie : 10,00 €

Le 24 avril 2005, les électeurs togolais étaient appelés aux urnes pour élire un nouveau Président, deux mois et demi après le décès de Gnassingbé Eyadema, un dictateur « ami de la France » (selon Jacques Chirac), mais ennemi de son peuple – pour qui il incarne pendant 38 ans la tyrannie, la violence et la corruption.

Cette élection était censée conclure une période de succession troublée par un premier coup de force de l'armée togolaise, laquelle avait d'abord tenté d'installer par la force le fils du dictateur, Faure Gnassingbé, avant de renoncer, face aux pressions internationales. Les semaines suivant le scrutin n'ont fait qu'accroître la tension. La répression violente des initiatives de l'opposition politique togolaise (manifestations, réunions) s'est soldée par plus d'une dizaine de tués et des centaines de blessés.

Le jour de l'élection, alors que de nombreux observateurs de ce scrutin constatent un vote massif du peuple togolais en faveur du candidat de l'opposition unie, le pouvoir en place, à l'issue d'une vaste opération de manipulation, donne la victoire à Faure Gnassingbé. Au Togo, c'est l'explosion. Les démocrates comprennent qu'on leur a encore volé la victoire. Le monde entier les abandonne à ce triste sort, les chancelleries s'en remettant à l'avis partial (car influencé par la France) de l'organisation régionale CEDEAO.

Au Togo, dans les pays voisins, en France, un front du refus se met en branle. Convaincus que la vérité doit être connue sur ce qui s'est passé au Togo, que la fraude électorale doit être démontrée, des journalistes, des représentants d'ONG et d'organisations religieuses, des militants des droits de l'Homme, se rencontrent, communiquent par téléphone, échangent leurs écrits, manifestent. Un combat les rassemble, celui de la lutte contre l'impunité.

Ce rapport met en lien leurs textes, articles, déclarations et autres documents. Produits pendant cette période, ils fournissent des éléments concrets d'appréciation et d'analyse sur les événements togolais. Y ont été ajoutés quelques textes de synthèse.

Rédigé rapidement pour pouvoir être publié avant que l'attention ne retombe – et pour aider à ce qu'elle ne retombe pas –, ce document obéit à la nécessité de rendre disponibles au plus tôt les tenants et aboutissants de cette crise politique et diplomatique majeure, qui pourrait affecter durablement l'essor démocratique du continent africain.

Les contributeurs :

Ligue togolaise des droits de l'Homme, Commission diocésaine Justice et Paix de Lomé, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'Homme (RADDHO), Kangni Alem, Benjamin Chevillard (revue Indésens), Clément Boursin (ACAT-France), Franck Ekon (le togolais.com), Thomas Loudenot et Charlotte Merle (Citoyens sans frontières), Ardiouma Sirima, Fabrice Tarrit, Comi Toulabor (CEAN, Sciences-Po Bordeaux), François-Xavier Verschave, Abdourahman Waberi

Coordination : Fabrice Tarrit

les fils et toutes les filles de notre cher pays sont appelés à accomplir un acte citoyen décisif pour notre devenir national : choisir le président de la République. Chers frères, chères sœurs, abordons ce moment historique sans peur, sans crainte. N'ayons pas peur d'ouvrir la voie à un chemin nouveau... » Ces paroles ont longtemps résonné dans mes oreilles et me sont revenues brutalement en mémoire au moment où, quelques heures plus tard dans la journée, les premières balles assassines vont crépiter, annonçant la phase ultime du hold-up électoral.

Après ce « bain de foule » matinal imprévu, j'ai retrouvé aux environs de 10 heures mes camarades togolais pour prendre connaissance de notre feuille de route d'observateurs indépendants. Après une rapide visite du quartier institutionnel de Lomé et du célèbre quartier de Bè où deux jeunes ont rejoint notre équipée, nous avons commencé notre mission d'observation par deux bureaux de vote à Lomé : à ces deux lieux de vote nous avons constaté une forte mobilisation des électeurs et l'absence du registre des nouveaux inscrits. Aux environs de 11 heures, nous quittons la capitale pour une excursion dans l'arrière pays. Nous empruntons le principal axe routier du pays, la route internationale vers le Bénin, et passons par le port délabré et pollué de Lomé. Le Vice-Président de la LTDH, chef de notre expédition, nous explique le pillage éhonté du port par les dignitaires de la dictature des Gnassingbé « *les recettes quittent le port pour atterrir directement au Palais à Lomé 2. Au Togo, il n'y a pas de Trésor Public digne de ce nom. Dans cette manne, Le Timonier puisait pour ses propres besoins, arrosait ses nombreux amis et courtisans. Chirac a régulièrement financé ses campagnes électorales en France en puisant dans son butin togolais...* »

Direction Aneho, la première capitale du pays à la fin du 19^{ème} siècle. Là aussi, la population est sortie nombreuse pour voter. Nous visitons un Centre de vote, saluons les présidents des bureaux de vote et les assesseurs, demandons si tout le matériel électoral est disponible. À la différence de Lomé, ici il n'y a pas problème avec les registres des nouveaux inscrits. Avant de prendre congé, nous sommes invités par les superviseurs togolais du scrutin à laisser nos coordonnées : des informations utiles à rapporter au moment de dresser le procès verbal. Avant de poursuivre notre observation, nous faisons une brève escale au siège d'une radio privée qui s'est vu interdire, comme tous les médias indépendants du pays, la couverture de l'élection présidentielle. Comme pour narguer le régime RPT, la station diffuse en boucle la désormais célèbre interview de Esso Boko, l'ex-ministre de l'Intérieur du Togo qui avait démissionné deux jours avant le scrutin pour ne pas être acteur et/ou complice de la mascarade électorale en préparation.

Notre périple nous conduit successivement dans la préfecture des lacs puis la préfecture de Vo. Là, hasard et ironie de l'histoire, dans un village qui gagnerait à être connu², nous assistons en direct à un cas de fraude : avec la complicité du président du bureau de vote (un affidé du RPT, parti de la dictature), un jeune Béninois a pu voter. Une fois le forfait commis, il s'est mêlé à la foule, attendant tranquillement l'heure du dépouillement. La manigance est découverte grâce à la perspicacité des délégués de la LTDH. Séance tenante un conciliabule s'engage avec quelques assesseurs, le président du bureau de vote et notre délégation. Le tricheur est remis aux forces de l'ordre. Les policiers l'embarquent bruyamment... et le libèrent à quelques kilomètres du village, loin de la foule en courroux. Quant au président du bureau de vote, il a poursuivi en toute quiétude sa mission jusqu'à la clôture de l'urne, malgré la réprobation des électeurs informés de sa manigance...

À la suite de cet « incident », nous visiterons sans anicroche 12 bureaux de vote. En plus de nos échanges très ouverts et toujours positifs avec les assesseurs des bureaux, des interlocuteurs jeunes et des moins jeunes, informés des objectifs de notre mission, ont tenu par endroits à nous décrire avec force détails le calvaire de leurs existences de victimes de la dictature. Tel ce haut fonctionnaire contraint d'être aujourd'hui boucher dans une bourgade du Sud du pays pour avoir osé dénoncé les magouilles d'un haut placé du régime alors qu'il était en poste dans une ambassade d'un pays européen. « *Ils se comptent par milliers les gens comme moi que la dictature de Eyadema a brisés. Aujourd'hui, nous sommes sortis massivement pour chasser ces brigands de manière pacifique, c'est à dire par les urnes...* » En écho à son témoignage, une dame nous explique comment, alors qu'elle était promise à une belle carrière, elle s'est retrouvée du jour au lendemain vendeuse de beignets pour avoir refusé le droit de cuissage qu'exigeait le directeur d'un cabinet ministériel qui continue aujourd'hui encore à faire la pluie et le beau temps à Lomé...

Retour à Lomé vers 17h : les premiers signes du hold-up électoral apparaissent. Alors qu'il avait crédité son téléphone portable en prévision



des nombreuses communications téléphoniques de cette historique journée, un de nos compagnons de route constate qu'il n'a plus d'unités après seulement deux appels de quelques minutes. C'est la première alerte ! À l'approche de Lomé, aucun des trois téléphones portables de notre équipée n'a le réseau. Curieusement, c'est juste après que le vice-président de la LTDH a reçu un appel du président de la Jeunesse du RPT se plaignant d'actes de violence à l'encontre de jeunes de son mouvement dans un centre de vote à Lomé, que la communication téléphonique s'est brutalement coupée. Plus tard, nous apprendrons que cette rupture de communication était générale et coupait le Togo du Monde. C'est à cet instant que nous avons commencé à redouter le pire...

Dès notre arrivée à Lomé, nous sommes sollicités dans une dizaine bureaux de vote pour constater des irrégularités. On nous signale des bagarres, des tentatives de fraude démasquées, un président de bureau de vote (de la mouvance RPT) s'est enfui avec la clé de l'urne au constat de la victoire écrasante du candidat de l'opposition, on nous montre une maison appartenant à une belle mère de la famille Gnassingbé ayant servi de bureau de vote. Elle est protégée par des bérets rouges (la garde prétorienne du régime) pour contrer l'avancée des électeurs en colère. Sous nos yeux, les militaires bouclent le quartier Bè en tirant à balles réelles. Les premières victimes de la mascarade électorale de Faure Gnassingbé tombent.

De retour d'un bureau de vote, en route vers le siège de la LTDH, nous mettons la radio et écoutons en direct un morceau de propagande d'un rare cynisme. Le pire est qu'il est servi par un média occidental : « *les militaires ont dû ouvrir le feu pour se protéger contre la menace d'une horde de jeunes excités du quartier de Bè qui empêchaient l'accès aux urnes.* » Consternation et indignation dans la voiture à l'écoute de ce mensonge grotesque. Nous venions juste de quitter le bureau de vote dont il était question dans le reportage. Le prétendu journaliste de ce média international venait de raconter exactement le contraire de ce que nous avons constaté, une heure à peine auparavant !

Arrivée au siège de la LTDH : les tirs viennent de cesser. Dans un bureau de vote proche, une fusillade a éclaté face au refus des électeurs qui empêchaient des militaires d'emporter l'urne. Alerté, le président de la LTDH arrive sur les lieux et ramène de toute urgence à l'hôpital un jeune d'une douzaine d'années qui a reçu des éclats de balles dans la jambe.

Et puis arrive l'heure de vérité : les centaines de résultats parvenus, avant la rupture des communications téléphoniques, indiquent une écrasante victoire de Bob Akitani, le candidat de l'opposition. Personnellement j'ai pu constater cette tendance dans quatre bureaux de vote de deux centres différents, à Lomé, entre 19h et 20h, en présence d'observateurs indépendants. À notre arrivée dans ces bureaux, interpellés par les dizaines d'électeurs qui s'inquiétaient de savoir si nous étions des envoyés de la CEDEAO, nous avons dû montrer patte blanche. Ils nous ont ovationné de longues minutes et ouvert une « haie d'honneur » pour accéder aux urnes quand ils ont appris que nous étions une équipe d'observateurs ayant la caution de la LTDH et de l'UIDH.

Mais au même moment, les informations sur les éléments du complot électoral continuaient de parvenir au siège de la LTDH, malgré le black-out communicationnel orchestré par les mauvais perdants de la clique de Faure Gnassingbé.

Et puis brusquement plus rien... le téléphone fixe et Internet sont coupés...

Ça tire à nouveau au quartier Bè. Un militant de la LTDH venant du Nord du pays (réputé favorable au régime) arrive à passer entre les mailles du filet et confirme la nouvelle tant redoutée : craignant un vote massif en faveur du candidat de l'opposition, les militants du parti de Faure (le RPT), après avoir chassé des bureaux de vote les délégués de l'opposition et les observateurs indépendants, ont bourré les urnes...

Le scandale de l'indignité continue...

Un état d'urgence qui ne dit pas son nom est mis en place en un temps record par les forces de l'ordre dictatorial. Le terrorisme d'État se met en branle : les bérets rouges et les milices se déploient : tirs à balles réelles, pillages, viols, saccages d'urnes. À Lomé, je constate le début de l'exode dans la nuit du 24 avril, alors que je venais de quitter un journaliste ami de Survie. En rejoignant le domicile de mon hôte vers 21h, Lomé est déjà une ville déserte, truffée de barrages. J'apprendrai le lendemain qu'un couvre-feu avait été décrété dès 18 heures Par qui ? et comment ? Mystère et boule de gomme !

Deux jours plus tard, alors que le pays est transformé en une vaste prison, la CENI aux ordres annonce la prétendue victoire de Faure.

Les forces de destruction massive du potentiel démocratique togolais intensifient leurs actions : les militaires s'acharnent singulièrement sur les jeunes du quartier Bè. L'essentiel du dispositif de centralisation des résultats électoraux patiemment élaboré par les acteurs de la société civile est sapé. Dans ce contexte, les appels venant de Paris et de Berlin vont permettre de lever quelque peu la chape de plomb. L'enjeu d'une mission d'ONG européennes au Togo le jour même du scrutin prend du coup un relief particulier ! Grâce à ces contacts que nous pouvions établir avec l'extérieur (notamment la France et l'Allemagne), ou plus exactement grâce à la possibilité que nous avions de pouvoir recevoir de l'extérieur des appels sur des téléphones hors de la capacité de nuisance de la dictature togolaise, notre présence, aux côtés des démocrates togolais en ces instants là, fut décisive.

Ces appels, en plus d'autres initiatives prises dans le feu de l'action, ont empêché que le Togo ne soit complètement coupé du monde comme l'ont voulu les cerveaux cyniques du RPT qui avaient conçu ce plan diabolique. Ainsi, c'est par le téléphone que les prises de position des démocrates togolais dénonçant la mascarade électorale et la répression barbare qui l'a suivie ont été communiquées à nos camarades à Paris et à Berlin qui, à leur tour, les ont relayés par Internet dans le monde entier. Nous vécûmes cet instant comme une belle parcelle de victoire contre la dictature. C'est le lieu de saluer tous les infatigables militants (dont la déléguée du président et le coordinateur des activités militantes de Survie) qui ont dû passer des heures de téléphone pour recueillir l'information vraie à la source.

Mes journées des 25 et 26 avril ont été largement occupées par ces nombreux contacts téléphoniques. En raison du contexte tendu (les tirs incessants et les parades provocatrices des milices du régime dans tout Lomé), les nombreux rendez-vous prévus au cours de ces deux journées n'ont pu se tenir. La consigne de mes amis était claire : réduire au maximum les visites et les déplacements d'un quartier à un autre. C'est dans cette phase troublée de mon séjour que nous avons pu réunir l'ensemble des membres de la délégation d'ONG françaises et allemandes, pour faire ensemble un bilan de nos observations du scrutin du 24 avril et rédiger une déclaration commune transmise par téléphone à nos amis du monde libre. Nous avons terminé cet unique moment de retrouvailles de la délégation autour d'un pot, sous l'œil vigilant de deux agents de renseignement généraux togolais qui ont brillé par leur indiscretion.

Durant ces deux journées des 25 et 26 avril, j'ai beaucoup échangé avec les membres de la Commission Justice et Paix qui m'ont étonné par leur courage, leur ténacité, leur travail remarquable en dépit de la modicité des moyens matériels dont ils disposent.

Vers la fin de mon séjour au Togo, un fait inédit et lourd de dangers est apparu dans le paysage socio-politique togolais : j'ai entendu, au fil de mes conversations, des jeunes gens et surtout des jeunes filles et des dames réclamer des armes pour en découdre avec Faure, Chirac et la CEDEAO.

Au moment de quitter le Togo, comme beaucoup d'autres témoins du hold-up électoral, j'ai été travaillé par la même lancinante question : après la Sierra Leone, le Liberia et la Côte d'Ivoire, le Togo bascule-t-il à son tour dans le chaos politique et social ?

Témoigner pour un Togo nouveau

« *Nous comptons beaucoup sur vous pour raconter au monde comment vous avez vu notre victoire volée !* » m'ont crié en chœur les membres de la Commission Justice et Paix quand nous avions écouté avec stupeur et une sourde colère la présidente de la CENI togolaise déclarer, sans sourciller, la « victoire » de Faure Gnassingbé » et appeler, « dans l'intérêt de la nation togolaise », tous les protagonistes du scrutin à accepter le « verdict des urnes ».

Mercredi 27 avril : En foulant le sol burkinabé où je faisais escale pour animer une Conférence de presse préparée par l'UIDH, j'avais une pleine conscience de la deuxième partie de ma mission : témoigner pour contribuer à transformer l'indignation en force de changement en faveur du peuple togolais...

Dans cette optique, ma première prise de parole publique revêtait un double symbole. Premier symbole : commencer la dénonciation de la



mascarade électorale togolaise au cœur du dispositif africain du système mafieux de la Françafrique. Chacun sait en effet la place et le rôle que joue le régime burkinabé dans la gestion du pré carré françafricain. Deuxièmement : le choix du lieu de la Conférence de presse et l'importance politique du partenaire.

L'Union interafricaine des droits de l'Homme a pleinement appuyé cette initiative de Survie. Elle s'est engagée à relayer **l'Appel contre la mascarade électorale au Togo** dans son Réseau continental comprenant une soixante d'organisations. C'est là un pas important qui est franchi dans le renforcement des passerelles entre les militants de l'Hexagone et d'Afrique engagés dans le combat commun pour mettre fin au règne criminel de la Françafrique.

Samedi 28 avril : Retour dans l'Hexagone agité par le débat sur le traité constitutionnel de l'Europe. Le Togo est loin de l'Europe... Chirac peut tranquillement dire aux jeunes français « n'ayez pas peur de l'Europe », alors qu'au même moment il cautionne et actionne un système qui tue les légitimes aspirations des jeunes Africains, sème la misère et la désolation

à l'échelle du continent. De retour du Togo, je m'associe aux démocrates togolais pour dire à Chirac : « *N'ayez pas peur de l'Afrique qui veut le changement, n'ayez pas peur des jeunes Togolais qui aspirent légitimement au changement en vue de leur épanouissement. Pour l'honneur de la patrie des droits de l'homme qu'incarne votre fonction, arrêtez de légitimer et de soutenir en Afrique ceux qui volent, violent et tuent leurs peuples aux mains nues. Il faudra désormais respecter le choix des peuples africains qui se battent pour leur droit le plus élémentaire : prendre en mains et assumer leur destin !* »

Le Togo nouveau existe je l'ai rencontré !...

1. La délégation composée de sept personnes représentait les ONG françaises et allemandes suivantes : Survie, Fédération française des clubs UNESCO, Comité de soutien au peuple togolais, ASA Hinwent, InfoTogo.de

2. Il s'agit de Keta Akoda, le village natal d'un militant franco-togolais de Survie qui n'a pas ménagé sa peine, à l'approche, pendant et après le scrutin du 24 avril 2005, pour alerter l'opinion internationale sur les fraudes massives orchestrées par la Françafrique dans son pays.

Gilles Labarthe

Le Togo

de l'esclavage au libéralisme mafieux

Dossier noir n° 20 d'Agir ici et Survie
Éd. Agone, 2005, 206 p., 12 € franco à Survie

Cette enquête mène le lecteur à la découverte d'un pays encore méconnu : le Togo, l'une des plus longues dictatures militaires de l'histoire contemporaine africaine. Dans ce pays « ami de la France » s'activent depuis plus de quarante ans un ensemble de réseaux au service d'une passion commune : le détournement des fonds publics et le pillage des ressources naturelles.

En réponse aux thèses persistantes qui voudraient attribuer la responsabilité du marasme aux Africains eux-mêmes, ce nouveau Dossier noir de la politique africaine de la France démonte les principaux mécanismes et jeux d'influence étrangers qui ont contribué à ruiner depuis 40 ans l'équilibre économique et social d'une jeune nation, surnommée la « Suisse de l'Afrique » jusqu'à la fin des années 1970.

Le coup d'État militaire et les récentes pressions diplomatiques qui ont immédiatement suivi la mort de Gnassingbé Eyadéma, le 5 février 2005, ont encore confirmé le rôle prépondérant des chancelleries occidentales qui cherchent à garantir leurs intérêts dans la région.

« *[Faure Gnassingbé] ne partage en rien les convictions politiques de son père. [... Il faudra cependant] peser sur le président fraîchement élu pour qu'il fasse des gestes d'ouverture. [...] Mais évidemment, il ne faut pas que les opposants jouent la politique du pire* ». (*idem*)

[En quoi Faure est-il l'opposé de son père ? Il ne fait pas de coup d'État ? Il ne truque pas les élections ? Il ne commande pas de sanglante répression des opposants ? On ne peut avoir plus pathétique dénégation du réel que dans ce « en rien ». On est déphasé, mais on se flatte quand même naïvement de « peser » sur le pouvoir togolais et on pousse l'arrogance jusqu'à admonester les opposants, qui ne doivent pas s'opposer à la force, ce qui serait « la politique du pire ». Avec de « hauts responsables » de ce calibre, la politique africaine de la France n'a rien à envier, en finesse, en habileté, en prescience, à celle de Poutine dans l'ex-empire soviétique. On peut compter sur les ex-empires gouvernés par des aveugles pour que le pire soit sûr. – OT]

À FLEUR DE PRESSE – SPECIAL TOGO

Libération, Répressions tous azimuts et chasse à l'opposant au Togo, 27/05 (Thomas HOFNUNG) : « Un mois après l'élection présidentielle contestée au Togo, qui a déclenché une vague de violence sans précédent, des centaines de personnes fuient toujours leur pays en direction du Ghana et du Bénin voisins. [...] Le HCR redoute « une crise humanitaire » si la communauté internationale ne débloque pas d'urgence des fonds pour leur venir en aide. Paris vient de mobiliser 100 000 euros à ce titre.

Les violences au Togo ont éclaté au lendemain de la mort, le 5 février, du général-président Gnassingbé Eyadéma [...]. Elles ont redoublé après la proclamation, le 26 avril, de la victoire du fils d'Eyadéma, Faure Gnassingbé. [...] Les forces de l'ordre ont rapidement maté les sympathisants de l'opposition [...]. Avant de se livrer à une chasse en règle aux opposants qui, selon les témoignages des réfugiés au Bénin, se poursuivrait jusqu'à aujourd'hui.

Ces événements se déroulent dans une indifférence quasi générale. Pour tenter de briser la chape de silence, la Fédération internationale des [ligues des] droits de l'Homme (FIDH) a récemment interpellé publiquement l'ONU et l'Union africaine. Elle leur demande de diligenter une enquête internationale afin d'établir le bilan des violations des droits de l'Homme commises au Togo. Accusé par l'opposition togolaise d'avoir cautionné le trucage des élections et la répression qui a suivi, Paris dit « attendre » la réaction des destinataires de cette demande avant de se prononcer. Une enquête indépendante paraît d'autant plus nécessaire, aujourd'hui, que le régime et l'opposition se livrent à une bataille de chiffres par organisations des droits de l'Homme interposées. Un mouvement affilié au régime parle de 58 morts et de 317 blessés. De son côté, la Ligue togolaise des droits de l'Homme recense 811 morts et plus de 4 000 blessés. [...]

ILS ONT DIT – SPECIAL TOGO

« Permettez-moi de vous adresser mes félicitations et mes vœux de plein succès. Je formule le vœu que vous puissiez désormais concrètement mettre en œuvre l'ouverture politique ». (**Jacques CHIRAC**, message du 06/05 au fils Eyadéma, cité par Christophe Ayad dans *Libération* du 07/05)

[Ce n'est même plus du cynisme, ce serait seulement pitoyable si ces paroles ne bénissaient la mort de certaines de Togolais. – OT]

« De toute façon, en Afrique, il n'y aura jamais d'élections de la qualité du Danemark ou de la Suède ». (**Un « haut responsable » français**, cité dans *Libération* du 07/05)

[Ces propos sont à collecter dans notre bêtisier national au sujet de l'Afrique. D'abord il ne fallait pas dire « de la qualité du Danemark », ce qui n'a aucun sens, mais « de la qualité de celles du Danemark ». Ensuite, pourquoi le Danemark ou la Suède ? Pourquoi pas la France ? Par excès de modestie ? À cause de la théorie des climats, selon laquelle l'homme supérieur vient du froid, tandis que la chaleur dissout la moralité ? Ah, nostalgie, nostalgie ! Il y en a quand même qui avaient de bonnes idées ! Enfin qu'est-ce que ce stupide : « Il n'y aura jamais » ? On lit dans le marc de café ? On prend ses désirs pour des réalités ? – OT]



Dans son rapport, cette organisation mentionne également des témoignages accusant des militaires français d'avoir pris part aux opérations de répression. À Paris, l'État-major des armées a vigoureusement démenti, précisant que le détachement d'une centaine d'hommes présent sur l'aéroport de Lomé comprenait "exclusivement" des hommes chargés "du soutien logistique" aérien de l'opération Licorne en Côte d'Ivoire. S'il paraît en effet peu crédible que des soldats français aient été impliqués d'une quelconque manière dans les affrontements qui ont suivi la présidentielle au Togo, la France maintient sur place une vingtaine de coopérants militaires, y compris dans l'état-major, mais selon Paris sans rôle opérationnel. »

[Le HCR dénombre 20 000 Togolais en situation de « crise humanitaire » – à laquelle Paris a largement contribué avant de contribuer pour 100 000 euros au HCR pour se donner bonne mine ! Par ailleurs, Paris étant membre du Conseil de Sécurité de l'ONU n'est-il pas destinataire de la demande d'une enquête internationale indépendante formulée par la FIDH ? Et par conséquent de ceux dont on attend qu'ils réagissent ? En ce qui concerne les accusations à l'encontre de militaires français qui auraient pris part aux opérations de répression, nous avons pu joindre la LTDH à ce sujet. La Ligue dit avoir recueilli des témoignages de personnes crédibles qui affirment avoir vu des « blancs » portant l'uniforme de l'armée togolaise (comme cela est le cas des coopérants militaires en question) participer aux dites opérations. Cette question n'est qu'un des nombreux points que devrait examiner l'enquête internationale demandée par la FIDH, mais elle la rend d'autant plus indispensable et urgente aux yeux d'un citoyen français. – SC]

Sanfinna¹, Togo, miroir de la duplicité de la communauté internationale, 23/05 (Victory TOUSSAINT) : « La scène qui se joue au Togo depuis le décès du Président Eyadéma est tout à fait révélatrice des relations équivoques que la communauté internationale entretient avec nombre de pays africains et de sa tendance à se défaire de ses responsabilités, voire même à plonger les mains dans le soutien direct ou indirect à des autocraties. Pour la forfaiture au Togo, elle s'en est remise à la CEDEAO et à l'Union Africaine. Si l'on foule aux pieds la démocratie, pousse des milliers de pauvres hères à l'exil, les Africains n'auront qu'à s'en prendre à ces organisations !

En attendant, dans ce petit pays voué au martyre, abandonné de quasi tout le monde, le peuple continue de refuser. Il y a eu certes comme une bouffée d'espérance avec la résolution du Parlement européen mais le coup est en train d'être digéré : c'est ce qu'on peut observer avec cette réunion d'Abuja de jeudi passé

[le 19/05] qui ressemble, par certains aspects, à cette autre, mémorable, au cours de laquelle quelques chefs d'État africains se sont donné rendez-vous pour féliciter l'armée française d'avoir fait un carnage à Abidjan.

Cette fois-ci, il s'agissait de donner l'illusion qu'il y avait la possibilité de rattraper le coup des massacres, d'envisager avec les Togolais des voies de sortie de la crise.

Pour une invitation aussi solennelle, les opposants ont dû réfléchir par deux fois avant d'y aller. Refuser de s'y rendre, c'était se mettre au ban de la communauté internationale et s'exposer à ce que les médias internationaux vous tombent dessus à bras raccourcis pour votre "radicalité" et cela aurait fait l'affaire du régime en place. Y aller, c'était courir le risque d'accréditer une comédie pour adouber en fait le nouveau pouvoir, lui donner du répit et bien sûr pour tenter de diviser les opposants.

Ça n'a pas manqué : sitôt leur acceptation confirmée, les médias se sont mis à présenter la rencontre comme une rencontre devant uniquement discuter de la formation d'un gouvernement d'union. Ce n'est pourtant pas faute pour Agbo-yibo et autres d'avoir expliqué que s'il y avait entente, il s'agirait d'aller à un gouvernement de transition et pour reprendre notamment la dernière élection présidentielle calamiteuse. Mais l'intention de la CEDEAO et de l'Union Africaine, c'était tout simplement de donner une tribune aux nouvelles autorités togolaises et de tenter de faire oublier la demande du Parlement européen. C'est ce qui explique qu'au terme de cette rencontre, on n'en finisse pas de parler de la reconnaissance de Faure Eyadéma par ses pairs et de l'amorce d'un dialogue. Pour Mr Dramani, secrétaire général du RPT, "aucun chef d'État ne peut accepter de nouvelle élection puisqu'ils ont reconnu la légitimité du président Faure. Selon notre constitution, le mandat est de cinq ans, donc les prochaines élections auront lieu dans cinq ans".

Mais de toute cette comédie de la CEDEAO, de l'Union Africaine appuyées par la communauté internationale, on en parle même dans les hameaux les plus reculés de bien des contrées africaines. C'est dire que la conscience est éveillée sur toutes ces singeries ; c'est en soi un signe que la duplicité est mise à nu et que cet autre refus togolais peut gagner tout le continent ! »

1. Hebdomadaire burkinabé paraissant le lundi. www.sanfinna.com

[Qui dit mieux ? Il est peu probable que cet article figure dans la revue de presse des « grands de ce monde ». Dommage. - SC]

SALVES

Révolte étudiante au Cameroun

La grève des étudiants, partie de l'Université de Yaoundé 1 le 27 avril 2005, s'est étendue à Douala et à Buéa. Le 28 avril, la police a tué par balles deux étudiants qui réclamaient la libération des leurs, interpellés à Buéa, capitale de la province du Sud-Ouest anglophone. Les étudiants protestent contre les droits d'inscription à l'Université, qui s'élèvent à 50 000 Fcfa (montant du salaire mensuel d'un instituteur), et contre l'état lamentable et l'absence d'équipements des locaux universitaires. Mi-mai, après avoir en vain tenté de désamorcer le mouvement – notamment en recrutant de faux étudiants pour manifester en faveur de la reprise des cours –, les autorités ont promis de débloquer 5 milliards de Fcfa pour l'Université.

À Buéa encore, la police a chargé le 24 mai contre les étudiants. Un taximan a été tué par balle. Alors que le recteur de l'Université de Buéa somme les étudiants de reprendre les cours le 26 mai, sous peine de radiation, un mouvement d'exode a lieu pour fuir les poursuites et les brutalités policières dans les quartiers.

Aucune population au monde n'accepterait les conditions indignes que connaissent les Camerounais dans l'Éducation, la Santé et dans l'existence qui leur est imposées. Le mouvement des étudiants n'est qu'une première expression du refus d'endurer plus longtemps de telles conditions. Il est le symptôme du ras-le-bol généralisé qui habite les gens devant le pillage de l'État et l'abandon dans lequel ils sont laissés. [Odile Tobner]

Guelleh la bise

L'obstination de la juge Élisabeth Borrel, veuve de Bernard Borrel (ce coopérant français assassiné en 1995 à Djibouti), celle de ses avocats et de ses amis, ont infusé la détermination de la juge Sophie Clément, chargée d'instruire le dossier. Elle n'a pas hésité à convoquer comme témoin le dictateur-policier djiboutien Ismaël Omar Guelleh, récent vainqueur d'une mascarade électorale et lui aussi pressé de recevoir la bise de Jacques Chirac à l'Élysée. Lequel est tout aussi pressé de calmer l'hôte officiel de la plus grande base militaire française en Afrique. De plus en plus énervé. La convocation de la juge Clément a en effet contraint Guelleh à repartir comme la bise vers son pays, sans les habi-



uelles communications congratulatoires.

Autre gros sujet d'énervement : le journaliste David Servenay a fait passer sur RFI une longue et riche enquête sur l'affaire Borrel (voir *À fleur de presse*), laquelle est naturellement passée sur le site Internet de la station, avec l'aval du directeur de la rédaction. Et puis une bise venue de l'Élysée l'en a chassé : le retrait de l'article a été exigé et obtenu. Secouée par cette censure brutale, « l'assemblée générale des personnels, réunie à l'appel de tous les syndicats, a "exigé la remise en ligne dans les vingt-quatre heures de l'article". Dans une motion votée à l'unanimité, l'AG "exprime sa défiance vis-à-vis de la présidence et de l'ensemble de la direction" ».

David Servenay, lui, n'est pas étonné : « ce dossier Borrel est suivi comme le lait sur le feu par l'Élysée ». (*Libération et L'Humanité*, 20/05, *Le Canard enchaîné*, 25/05). Mais trop de bises suractive le feu. [FXV]

Les Centrafricains élisent un putschiste français

Le général François Bozizé a été nettement élu au second tour de l'élection présidentielle (65 % des suffrages), sans que l'on puisse dire qu'un candidat d'opposition crédible ait été évincé ou volé. Le putschiste de 2003 a bénéficié du très mauvais souvenir laissé par son prédécesseur Ange-Félix Patassé, dont Martin Ziguélé, le rival au second tour, a repris le parti. D'autre part, le peuple centrafricain n'a pas su faire abstraction de l'appartenance ethnique des candidats. Et voilà comment on manque une occasion de s'affranchir, s'abandonnant à un « chef de bande » français d'origine dûment initié (cf. *Billets* n° 120, *La GLNF ne se contient plus*). [FXV]

Le Club des pins plus "loin" que le Tibesti

C'est en décembre 2002 qu'Amara Saïfi, cet ex-officier du DRS présumé déserteur de l'armée algérienne, a commencé à défrayer les chroniques internationales par le rapt de 32 touristes européens. L'aventure s'est soldée par 5 mois de captivité pour les otages, la mort d'une Allemande des suites d'une insolation et la libération des autres contre rançon de 5 millions d'euros. Les « déserteurs de l'armée algérienne » qui ont ensanglanté la décennie 1990, et les « déserteurs de l'armée française » qui tiennent depuis l'Algérie sous le joug de la tyrannie ont cela de semblable qu'ils n'ont de « déserteurs » que le nom. Dans les faits, ils n'ont sans doute jamais quitté leurs anciennes affectations.

Car l'itinéraire d'Amara Saïfi, alias Abderrakaz El-Para, est cousu de fil blanc tant son œuvre a servi sans défaillance les intérêts de l'oligarchie politico-militaire. Après avoir sévi une décennie durant dans le Nord-est du pays où il s'est illustré dans le racket et le sabotage de l'économie locale en symbiose avec l'antenne du DRS à Tébessa, il a migré dans le Sud où son épopée a justifié le maintien du Sahara comme zone d'exclusion pour les Algériens et suscité l'afflux de bases américaines au motif de préserver cette région des velléités expansionnistes de la nébuleuse Al-Qaïda. Réputé bras droit d'Oussama Ben-Laden en Afrique (l'équivalent d'Abou Moussab Al-Zarkaoui pour l'Irak), son aventure s'est achevée lorsqu'il est tombé entre les mains de la résistance tchadienne. Après avoir claironné que l'Amérique cherchera les terroristes partout où ils se trouvent (rappelons qu'Al-Qaïda a fait plus de 3 000 victimes le 11 septembre), le porte-parole du département d'État américain, Richard Boucher, affirmait qu'El-Para « doit être remis aux autorités algériennes ». Après 8 mois de rocambolesques tribulations – impliquant services secrets algériens, armée libyenne, intelligence allemande, administration américaine –, l'on apprenait par communiqué du ministère de l'Intérieur que « dans le cadre de la coopération algéro-libyenne en matière de sécurité et de lutte antiterroriste, le dénommé Amar Saïfi, dit Abderrakaz El-Para, a été extradé le mercredi 27 octobre 2004 par les autorités libyennes et remis à la police judiciaire algérienne ».

L'embarras que causait l'affaire El-Para pour les protagonistes de cette manipulation criminelle à grande échelle (dans un pays maintenu en otage par une petite équipe de ravisseurs : Larbi Belkheir, Toufik Mediène, Mohamed Lamari) semblait en passe de se conclure. Remis aux autorités algériennes, il devenait clair en effet que son procès serait pipé. Mais l'on pouvait espérer en la vigilance de l'opinion internationale pour qu'un minimum de vérité sorte de cette ténébreuse affaire...

Depuis, l'évocation d'El-Para est devenue rare dans les médias, sinon pour le dire favorable au projet de réconciliation de Bouteflika. Pour rassurer les candidats à la colonisation de l'Algérie, le terrorisme y était décrété soumis et les ultimes combattants de Dieu étaient dits en déshérence dans le maquis, prêts à négocier leur reddition. Jusqu'à ce que... depuis quelques mois, le terrorisme ait un regain de vigueur – coïncidant avec des rumeurs de luttes de clans parmi les décideurs (c'est une tradition).

Aux côtés du GIA ressuscité, sévit toujours, dit-on, le nébuleux GSPC, dont le réputé redoutable Abderrakaz El-Para devait passer en justice le 24 avril. Or, le jour de son procès, les journalistes venus en masse découvrir le visage d'Al-Qaïda en Afrique ont eu la surprise d'apprendre qu'en ce qui concernait la justice algérienne, le prévenu était toujours en fuite. « Où est passé Abderrakaz El-Para ? », s'interroge le plus qu'informé *Jeune Indépendant* (25/04). Volatilisé dans les méandres du système politico-judico-pénitentiaire belkheirien. Après avoir rempli avec succès sa mission, Abderrakaz El-Para aurait-il tout simplement rejoint ses quartiers dans l'un des chalets de luxe du Club des Pins, ce territoire qui échappe à la justice du second collège des algériens ? N'a-t-on pas réussi à le « convaincre » de corroborer publiquement la version officielle ? Ou bien, comme le suggère au détour d'une phrase Jean Ziegler¹, aurait-il été fait « défunt », pour mettre fin à toute indiscrétion de sa part. En tout état de cause, tous les pays (l'Allemagne, les USA, la France, la Suisse...) qui tenaient tant à l'entendre pour connaître le sort de la rançon qui lui a été versée affichent dans cette affaire une discrétion qui défie l'entendement...

Cette « disparition forcée » d'un genre inédit a provoqué la perplexité, y compris dans la presse algérienne – qui n'ira cependant pas au-delà du constat. « Amari Saïfi est toujours considéré comme non détenu. Cette mention est toujours portée devant le nom de l'accusé sur le rôle de la nouvelle session criminelle. Le procès du 13 juin prochain sera sûrement reporté [...]. Sera-t-il présent à l'audience ? » (*Liberté*, 24/05). La question mérite d'être posée. L'équipe d'*Envoyé spécial* et de *Paris Match*, qui a défié à l'été 2004 l'armée tchadienne d'Idriss Déby pour aller cueillir dans le Tibesti les confidences de ce « Ben-Laden du désert », aura-t-elle la même audace pour aller s'enquérir de son sort maintenant qu'il est tombé entre les mains de l'État algérien, l'une des plus efficaces organisations terroristes du moment ? La complicité de crime contre l'humanité peut prendre la forme tout ordinaire de déni d'information. En attendant, Mokhtar Benmokhtar a pris le relais d'El-Para avec les mêmes mêmes attributions : justifier la mainmise étrangère sur le Sahara, soit quelque 90 % du territoire de l'Algérie, et 98 % de ses ressources financières. [Lounis Aggoun]

1. *L'Empire de la honte*, Fayard, 2005, p. 76.



6 146... et des poussières

6 146. C'est le nombre « officiel » d'Algériens disparus « du fait d'agents de l'État » durant la décennie de violence qui a suivi l'annulation des élections législatives algériennes de 1992, suite à la victoire du FIS (Front islamique du Salut) au premier tour du scrutin. C'est du moins ce que laisse entendre le rapport remis fin mars au chef de l'État algérien Abdelaziz Bouteflika par Farouk Ksentini, avocat et président de la commission des disparus.

Cette démarche marque incontestablement un progrès, puisque jusqu'à présent l'État algérien niait l'existence même des disparus. Ils étaient jusque là considérés soit comme des victimes du terrorisme, soit le plus souvent assimilés aux terroristes eux-mêmes. Malheureusement, cette reconnaissance semble bien loin de la réalité, aussi bien d'un point de vue qualitatif que quantitatif.

Le rapport et son auteur laissent croire que ces dérapages sont dus aux dérives individuelles de certains éléments des forces de sécurité. Il précise que si l'État est coupable de ne pas avoir su empêcher ces milliers de bavures, il ne peut en aucun cas en être tenu pour responsable puisqu'il ne s'agirait pas là d'une politique délibérée. Il semble que la célèbre formule « responsable mais pas coupable » serve encore une fois de paravent commode pour cacher la réalité de la politique éradicatrice menée à l'époque.

Différents observateurs et associations des droits humains s'accordent pour avancer un chiffre compris entre 15 000 et 20 000 disparus sur cette période, auquel il faut ajouter 200 000 morts et plusieurs centaines de milliers de déplacés et d'exilés, victimes des violences terroristes et militaires entre 1992 et 2002. Même si nous savons que comparaison n'est pas raison, on dénombre durant les 20 ans de la dictature chilienne de Pinochet entre 3 000 et 5 000 morts et disparus. Certes, les situations de ces deux pays sont très différentes, mais ce rapprochement de chiffres donne une faible idée de l'horreur qu'a vécue et subie le peuple algérien au cours de cette décennie. [Antoine Lecanut]

Révisionnisme à visage humain

Les propos prônant l'extermination des Arabes prononcés par le Dr Bodichon à l'époque de la conquête coloniale française en Algérie, nous explique ce mois-ci Franz-Olivier Giesbert dans son émission *Cultures et dépendances*, sur France 3, sont certes scandaleux mais, après tout, « ne disait-on pas la même

chose des Allemands ? » à l'époque. Et c'est un peu perplexe qu'Olivier Le Cour Grandmaison a tenté de lui répliquer – pour d'aucuns, cela saute aux yeux – qu'il y a, entre les discussions de café et un programme dont la mise en œuvre a fait plus de 700 000 victimes en deux décennies, une certaine nuance qu'ont parfaitement notée et dénoncée les contemporains de ces crimes. Le révisionnisme peut prendre ce visage bon enfant d'un raccourci qui peut paraître même porteur des valeurs universelles.

Lors d'un débat dans *Le Point*, Alain Finkielkraut réduit le rappel de ce meurtre barbare de 700 000 Algériens, par son contradicteur François Gèze, à un simple « anachronisme » qu'il serait tout à fait inutile, voire dangereux, de vouloir introduire dans l'enseignement de l'histoire à l'école. Et il justifie *a posteriori* la position de Jules Ferry défendant la conquête coloniale en 1885 comme relevant d'une vision progressiste : « Pour Ferry, le colonialisme a une mission qui est d'intégrer les "races inférieures" dans la catholicité des Lumières. [...] Jules Ferry n'était pas essentialiste, il était moderne : il croyait au progrès et voulait mettre tous les peuples à l'heure européenne »¹. Une modernité dont les Algériens ne se sont pas encore relevés.

« Qui ne se souvient des fours de la honte installés par l'occupant dans la région de Guelma au lieu-dit El Hadj M'barek, devenu lieu de pèlerinage où la mémoire conte les secrets de la victime. Ces fours étaient identiques aux fours crématoires des nazis » : ces propos hallucinants sont d'Abdelaziz Bouteflika, prononcés à l'occasion de la célébration des massacres du 8 mai 1945 à Sétif. La mémoire des Algériens morts pour redonner dignité à leur peuple semble ne devoir servir que pour les besoins d'une rhétorique obscure – avec leurs partenaires français – de ceux qui bafouent la dignité des Algériens vivants. À l'autre bout de la chaîne d'un vaste mouvement de révisionnisme par l'amalgame, sévit donc le président algérien, qui associe un acte abominable, certes – celui des colons français qui tentaient de dissimuler les cadavres de personnes abattues dans des repréailles sauvages en les dissolvant dans des fours à chaux –, mais sans commune mesure avec le programme de « solution finale » où des millions de Juifs ont été gazés et brûlés vifs dans des fours construits à cette fin.

Ces propos, tenus par un chef d'État, n'ont soulevé aucune indignation légitime de la brigade de penseurs qui voient l'antisémitisme partout, tous ceux qui guettent Dieudonné à chacune de ses déclarations, ou de Jean Daniel qui s'offusquait de la croix gammée sur le T-

shirt d'un Arabe à Beyrouth. Chacun s'est même attaché à minimiser la portée de cet amalgame honteux de Bouteflika, à le banaliser. Écoutons Jean Daniel : « *En se limitant à évoquer les seuls aspects positifs de la colonisation, cette loi paraît inviter au silence sur ses crimes. C'est peu supportable. Ce qui devait arriver est arrivé : la réaction à cette incitation déplacée est exploitée par tous ceux qui voudraient interdire de voir dans la colonisation française autre chose qu'un crime inique et général contre l'humanité* ». En somme, il ne s'agit pas de faire un travail de mémoire commun constructif, mais de reconnaître au plus vite « ce crime inique et général contre l'humanité » pour ôter à son ami Bouteflika et aux nostalgiques de l'Algérie française² l'occasion de tenir des propos qui mettent à mal la fluidité des éditoriaux du *Nouvel Observateur*.

Il y a d'une part une caste de privilégiés qui ont le droit de tout faire, y compris vouer à la mort 200 000 de leurs citoyens et leur pays au dépeçage méthodique, qui ont le droit de tout dire, et d'autre part des « intouchables », qui n'ont aucun droit, et surtout pas celui à la parole – ne serait-ce que pour gémir des coups qu'ils reçoivent –, sinon pour documenter l'œuvre permanente des intellectuels médiatiques justifiant le sort réservé aux « races inférieures ». Finkielkraut considère que tous ceux qui veulent ouvrir un débat sur les crimes coloniaux ne font que nuire à la cause de cette sous-classe qui refuse de s'« intégrer » à la modernité et que ce serait lui rendre service que de la maintenir dans un stade comateux d'infra-conscience. S'agissant de gens considérés comme des infra-humains... [LA]

1. Débat François Gèze-Alain Finkielkraut, « La France est-elle un État colonial ? », in *Le Point* du 12/05.

2. Ils sont de moins en moins nostalgiques, d'ailleurs, puisque le gouvernement algérien les invite à reprendre les choses où ils les avaient laissées en 1962, en mieux.

Biens publics en enfer, fraude et argent sale aux paradis

Le Luxembourg présidera son dernier Conseil européen les 16 et 17 juin prochains avant de transmettre fin juin le relais au Royaume-Uni pour le second semestre 2005. Cette passation revêt une importance d'autant plus grande qu'elle met en lumière le phénomène de banalisation des paradis fiscaux et judiciaires (PFJ) dans l'espace européen. Certains, comme Monaco, Guernesey, Jersey ou les Îles Vierges, lui sont directement rattachés. Tous constituent des destinations de fonds privilégiés



pour les *consultants financiers* exerçant dans les capitales européennes comme la City de Londres, ou les chambres de compensation basées à Bruxelles (Euroclear) et au Luxembourg (Clearstream, rachetée par la Bourse allemande, mise à l'index après la « révélation » en 2001 de son système d'opérations comptables parallèles¹).

À l'heure où de nombreux collectifs (nationaux et internationaux) de la société civile se coordonnent pour requérir auprès des gouvernements une augmentation significative du financement pour le développement², on évalue le manque à gagner dû à l'évasion fiscale entre 300 et 500 milliards de dollars par an, de l'argent perdu dans les PFJ par l'ensemble des États de la planète, dont 50 milliards pour les seuls pays du Sud. Autant d'argent en moins pour garantir l'émergence et/ou la consolidation de biens publics à l'échelle mondiale...

Enfin, les affaires imbriquant les paradis

fiscaux et les réseaux françafricains ne cessent de se multiplier ces derniers temps, avec la curiosité grandissante de juges et d'organes de contrôle indépendants. Dernière affaire en date : la condamnation du Crédit agricole à payer 1 million d'euros pour « défaut de vigilance en matière de lutte contre le blanchiment » de la part de sa banque d'affaires *Calyon*. Relevant une série de mécanismes de sociétés en cascade et citant des noms d'agences et sociétés domiciliées à Jersey, Gibraltar ou Monaco, la Commission bancaire française a par ailleurs déploré le manque d'informations sur plus d'une centaine de clients russes et nigériens (parmi lesquels un ancien ministre du pétrole du régime Abacha destinataire de 38 millions de dollars), dont les virements « pourraient provenir de faits de corruption ». Les mauvaises langues y verront peut-être un lien avec les commissions occultes de 2,4 millions de dollars versées à l'ancien dictateur nigérian en 2001 et 2002 par

Kellogg Brown & Root, filiale du groupe Halliburton, anciennement dirigé par le vice-président américain Dick Cheney... [Guillaume Olivier]

1. Par Denis Robert, dans *Révélation\$* et *La boîte noire*, 2001 et 2002, Les Arènes.
2. Les besoins pour atteindre les Objectifs de développement du millénaire sont estimées à 100 milliards d'euros par an, soit le double de ce qui est actuellement alloué.

Fausse note

– Le Congo va bénéficier de 20 % d'augmentation de son budget de coopération militaire avec la France. Cette information a été livrée mi-mai par le directeur français de la coopération militaire et de défense, le vice-amiral Hervé Giraud, qui s'était rendu à Brazzaville en avril.

(Achévé le 28/05/05)

LIRE

Boubacar Boris Diop, Odile Tobner et François-Xavier Verschave

NÉGROPHOBIE

Réponse aux « négrologues », journalistes françafricains et autres falsificateurs de l'information.

Éd. Les arènes, 16 juin 2005, 200 p. environ.

Disponible à Survie dès le 10 juin. Prix en librairie : 19,80 €

Dès lors qu'il s'agit d'un pays d'Afrique « noire », la République se croit tous les droits. Et d'abord celui de mentir.

Pour la Françafrique, l'information est une arme comme une autre. De RFI au Monde, son traitement est surveillé, filtré, parfois même organisé. Au plus haut niveau, la République est passée maître dans l'art de biaiser l'information, à coup de vrais-faux scoops, de rideaux de fumée et de sources privilégiées.

L'un de ces « ingénieurs de l'âme » s'appelle Stephen Smith. Responsable de la rubrique Afrique au Monde jusque fin 2004, après avoir tenu celle de Libération, il est l'auteur d'un best-seller inquiétant, *Négrologie*. Ce livre ressuscite les pires clichés coloniaux – sur les Africains, naturellement cruels, qui « se bouffent entre eux » (sic) – dans un salmigondis de statistiques tombées de nulle part et de prose apocalyptique.

Stephen Smith accompagne la métamorphose de la Françafrique. Car la République installe désormais ses comptoirs et ses réseaux, profitables et protégés, au milieu d'un chaos politique et économique dans l'avènement duquel elle porte une lourde responsabilité. Quand elle ne se glisse pas derrière les fauteurs de trouble.

Trois auteurs ont mêlé leurs plumes pour répondre à ces écrits de mauvaise augure. Ils décortiquent le discours pervers de *Négrologie*. Ils décryptent dix ans d'information maligne, à Libération et au Monde. Ils défendent l'honneur des Africains face à tous ceux qui jouent avec le feu du racisme pour mieux masquer la face honteuse de la République.

une mutation de ces entreprises de guerre, qui comptent parmi leurs clients des ministères de la Défense, de l'Intérieur et des Affaires étrangères, des forces de police, des collectivités, des multinationales... « Les hommes et les femmes qui travaillent pour ces prestataires de services militaires ne ressemblent guère aux mercenaires individuels de l'après Seconde guerre mondiale. » Ce thème est toujours de première importance quant à l'avenir des souverainetés des pays d'Afrique.

Ouvrage collectif, *Quelle réconciliation pour l'Algérie ?* Hoggar 2005.

Réconciliation nationale et amnistie générale, un double thème récurrent des lendemains de guerre, lorsque la société épuisée est partagée entre les besoins contradictoires de savoir et d'oublier, de punir et de pardonner, pour pouvoir s'en aller, enfin apaisée, à la rencontre d'un nouveau destin. Mais si, à l'heure des bilans, le prix de la guerre est connu parce que versé, celui de la paix reste encore à payer. Au nom du besoin de savoir et de comprendre, peut-on faire l'économie d'un débat nécessairement contradictoire qui doit impliquer d'abord et de toute évidence les principaux protagonistes, les parties au conflit ?

Et lorsque la vérité aura été dite pourra-t-on, alors, faire l'impasse sur le besoin de justice exprimé par les victimes, toutes les victimes ?

Le discours du pouvoir ou de ses porte-voix sur la réconciliation nationale présage-t-il d'une solution réelle à la crise algérienne, ou s'agit-il d'une nouvelle manœuvre qui s'inscrit dans la lignée de celles, dépeuplées de toute dimension politique, qui l'ont précédée ?

C'est à ces questions que cet ouvrage collectif tente d'apporter des éléments de réponse, en éclairant la problématique selon diverses perspectives.

Directeur de la publication : François-Xavier Verschave.

Directeur de la rédaction : Pierre Caminade.

Comité de rédaction : Lounis Aggoun (LA), Pierre Caminade (PC), Sharon Courtoux (SC), Christian Loubier (CL), Sisulu Mandjou Sory (SMS), Victor Sègre (VS), Odile Tobner (OT).

Ont aussi participé : Antoine Lecanut (AL), Guillaume Olivier, Ardiouma Sirima, François-Xavier Verschave (FXV).

Coordination : Olivier Thimonier.

Philippe Chapleau, *Sociétés militaires privées - Enquête sur les soldats sans armées*, Col. L'Art de la Guerre, Éd. du Rocher, 2005.

Après *Mercenaires SA* (écrit avec François Misser), Philippe Chapleau n'a jamais cessé d'étudier les sociétés militaires privées. Il nous dépeint

Association Survie, 210 rue Saint-Martin, F75003-Paris –
Commission paritaire n° 76019 – Dépôt légal : juin 2005 –
ISSN 1155-1666 – Imprimé par nos soins –

Abonnement : 20€ (Étranger) : 25€ / Faible revenu : 16€ –
Tél. (33 ou 0) 1 44 61 03 25 – Fax (33 ou 0) 1 44 61 03 20 –
<http://www.survie-france.org> – survie@wanadoo.fr